

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 AOÛT 1908.

Proposition de loi modifiant l'article 267 du Code pénal relatif à certaines infractions commises par les ministres du culte dans l'exercice de leurs fonctions ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. MABILLE.

MESSIEURS,

La proposition de loi déposée par l'honorable M. Woeste a pour but de compléter l'article 267 du Code pénal.

Cette disposition se rattache à l'article 16 § 2, de la Constitution belge qui décide que « le mariage civil devra toujours précéder la bénédiction nuptiale, » *sauf les exceptions à établir par la loi, s'il y a lieu* ».

L'article 267 du Code pénal n'est que la sanction de ce principe : il punit d'une amende de 50 à 500 francs « tout ministre du culte qui, *hors les cas* » *formellement exceptés par la loi*, procédera à la bénédiction nuptiale avant » la célébration du mariage civil ».

On peut donc constater que ces dispositions prévoient, et même semblent appeler, un complément. Elles montrent, en tout cas, que notre Constitution ne considère pas comme un dogme l'antériorité du mariage civil. Le texte de l'article 16 constitue bien plutôt la formule transactionnelle dans laquelle on a cherché la solution d'une difficulté née de la législation matrimoniale du Code civil.

On sait, en effet, qu'en matière de célébration du mariage, deux grands systèmes se partagent les divers pays du monde.

(1) Proposition de loi, n° 154 (session de 1907-1908).

(2) La Section centrale était composée de MM. NERINCX, *président*; LEVIE, DE GELLINCK D'ELSENGHE, MELOT, DENIS, DE THIEUX et DE MEYLANDT.

Dans les premiers, on se contente d'une célébration unique, comme il est admis en Grande-Bretagne, en Autriche, dans les États-Unis d'Amérique, en Russie, en Portugal, en Grèce et en Serbie.

Chez ces peuples, la loi reconnaît valablement mariées les personnes qui se sont unies en recourant au mode de célébration qui répond à leur conception du mariage. L'attestation de la volonté de vouloir se marier, faite selon le rite des diverses religions, revêt un caractère officiel et légal; comme l'affirmation de vouloir se prendre pour époux, faite devant un officier que la loi désigne, constitue l'union de ceux qui n'attachent pas au mariage un caractère religieux. Le plus communément, la constatation officielle du mariage, quel qu'en ait été le mode de célébration, se fait par un enregistrement obligatoire aux bureaux de l'état civil. Cette législation, simple et logique, puisque, conformément aux principes du droit, elle considère le contrat comme formé dès qu'il y a manifestation des volontés (quelle que soit l'autorité, civile ou religieuse, où elle se produit) présente le grand avantage de respecter pleinement la liberté de conscience, soit dans la personne des époux, soit dans celle du ministre du culte.

Le second système comporte un dualisme de formes, en ce sens que, pour ceux qui attachent au mariage un caractère religieux, il faut, pour un seul et même mariage, un double consentement : celui que la loi civile exige devant l'officier civil, et celui que la conscience leur impose devant le ministre de leur culte. C'est le régime établi par le Code civil en France et en Belgique, c'est aussi le régime matrimonial de l'Allemagne, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Suisse, de la Hongrie et de plusieurs républiques de l'Amérique du Sud. Le mariage civil y a donc seul valeur légale, soit que la loi impose d'y procéder avant la cérémonie religieuse, soit qu'elle laisse la faculté de se marier à l'église avant de se marier au civil.

En France, la loi organique du 18 Germinal an X décida, dans son article 54, que les curés ne donneront la « bénédiction nuptiale qu'à ceux qui justifieront, en bonne et due forme, avoir contracté mariage devant l'officier » civil ». Et cette disposition fut sanctionnée pénalement quelques années plus tard.

En Belgique, cette situation fut modifiée par l'arrêté du prince souverain des Pays-Bas du 7 mars 1815. Son article 3 abrogeait l'article 54 de la loi du 18 Germinal an X, ainsi que les articles du Code pénal et toutes autres dispositions exigeant que le mariage devant l'officier civil fût préalable à la bénédiction nuptiale ou cérémonie religieuse du mariage. « Néanmoins, » ajoutait cet article, l'acte de mariage devant l'officier de l'état civil établira » seul la légitimité des enfants, les droits entre les contractants comme époux, » et les autres effets civils. »

Cet arrêté fut révoqué par la loi du 10 janvier 1817, et les dispositions du Code pénal furent remises en vigueur.

L'arrêté du Gouvernement provisoire du 16 octobre 1830 abrogea « les » lois générales et particulières entravant le libre exercice d'un culte quelconque et assujettissant ceux qui l'exercent à des formalités qui froissent » les consciences et gênent la manifestation de la foi professée ». En conséquence, dès le 18 octobre 1830, le secrétaire du Gouvernement provisoire

adressait aux évêques une circulaire les informant qu'en vertu de l'arrêté du 16 du même mois « tout prêtre catholique peut donner ou refuser la » bénédiction nuptiale aux citoyens mariés ou non mariés devant la loi ».

Mais, en fait, cette mesure ne modifia guère la pratique imposée jusqu'alors. Car, si les évêques « applaudirent à la mesure prise par le Gouvernement provisoire parce qu'il se présente des cas où il est impossible, sans » compromettre le salut des époux, d'ajourner la bénédiction nuptiale » jusqu'après que les formes civiles devant le magistrat auront été remplies, » et où un curé se trouve obligé, en conscience, de procéder à la célébration » du mariage devant l'Eglise quoique la célébration civile n'ait pas précédé », ils résolurent unanimement, après mûre délibération, de maintenir comme règle ordinaire la marche suivie jusqu'alors, c'est-à-dire que le contrat civil continuerait à précéder la bénédiction nuptiale, et que la marche contraire ne serait que l'exception à la règle ordinaire ⁽¹⁾.

Telle était la situation quand les constituants de 1830 proclamèrent la liberté des cultes et de leur exercice public.

Naturellement surgit alors cette question : la défense faite aux ministres des cultes de procéder au mariage, qu'ils considèrent comme un acte du culte, avant que les intéressés aient contracté devant l'autorité civile, serait-elle compatible avec les dispositions proclamant la liberté des cultes et garantissant la liberté de conscience ?

Un long débat s'engagea sur ce point au sein du Congrès lorsque vint en discussion l'article 12 du projet, conçu en ces termes : « Toute intervention de la loi ou du magistrat dans les affaires d'un culte quelconque est interdite. »

M. Defacqz proposa de retrancher l'article 12, fondant principalement son opposition sur ce que « si l'article 12 est admis, le prêtre pourra donner la » bénédiction nuptiale à tous ceux qui la lui demanderont, avant que la loi » civile n'ait cimenté leur union ». (HUYTTENS, I, p. 587.)

Et, pendant plusieurs séances, toute la discussion porta sur ce point, entre ceux qui entendaient donner toute son étendue au principe de l'indépendance des deux pouvoirs, — c'étaient notamment MM. de Robaulx, Jottrand, Van Meeuwen, Raikem, J.-B. Nothomb, Lebeau, Rogier, l'abbé de Haerne, — et ceux qui, avec MM. Defacqz, Forgeur, Henri et Charles de Brouckere, Van Snick, Claus, de Stassart, redoutaient les abus de cette liberté en matière de célébration du mariage, surtout au point de vue de la situation des enfants de ceux qui, mariés religieusement, se dispenseraient de la formalité du mariage civil. Ils estimaient que dès l'instant que la loi civile ne reconnaît comme mariage susceptible de produire des effets civils que le mariage contracté devant l'officier de l'état civil, des inconvénients sérieux étaient à craindre si les époux, mariés d'abord à l'église, omettaient de se présenter ensuite devant l'officier de l'état civil.

La proposition Defacqz, tendant au retranchement *absolu* de l'article 12 du projet, fut rejetée par 111 voix contre 59. Par là, le Congrès refusait de

(1) Discours de M. l'abbé Bouqueneu, au Congrès. (V. Huyttens, p. 618.)

répudier *de plano* le principe de l'indépendance des deux pouvoirs. Mais lorsqu'il s'agit de formuler ce principe à l'article 12, de nombreux amendements se produisirent, quelques-uns visant spécialement des exceptions en matière de mariage.

L'article 12 et les amendements proposés furent renvoyés à l'examen de la Section centrale. Le rapport, déposé dans la séance du 26 décembre 1830, proposa de remplacer le texte du projet : « Toute intervention de la loi ou du magistrat dans les affaires d'un culte quelconque est interdite », par « une rédaction nouvelle, plus précise, qui ne préjuge absolument rien quant au mariage et aux autres difficultés qui se sont élevées dans l'assemblée lors de la discussion publique ». (HUYTENS, III, 64. Pièces justificatives, n° 50.)

Cet article nouveau, devant remplacer l'article 12, était ainsi conçu : « L'État ne peut intervenir dans la nomination et l'installation des ministres d'un culte quelconque, ni défendre à ceux-ci de correspondre avec leurs supérieurs et de publier leurs actes, sauf en ce dernier cas, la responsabilité ordinaire en matière de presse et de publication. »

Le 5 février, au début de la discussion, M. Forgeur proposa d'ajouter à la rédaction présentée par la Section centrale une disposition ainsi conçue : « Le » mariage civil devra toujours précéder la bénédiction nuptiale, sauf les » exceptions à établir par la loi, s'il y a lieu. »

C'était une disposition transactionnelle à laquelle se rallièrent ceux qui avaient fait rejeter l'amendement de M. Defacqz. M. Lebeau l'appuya « parce » qu'elle lui paraît réunir tout ce qu'il y a de bon et de sage dans les deux opinions ».

M. de Robaulx rappela qu'il s'est prononcé, dans la discussion, pour une séparation entière des affaires civiles et religieuses; qu'il a toujours pensé et qu'il pense encore que l'on a exagéré les inconvénients que l'on prétend voir dans la possibilité de contracter le mariage religieux avant le mariage civil. Cependant comme les membres de l'assemblée, les catholiques, qui ont le plus d'intérêts à conserver les principes de la liberté religieuse intacts, paraissent ne pas s'opposer à l'amendement qui, selon lui, y déroge, il ne sera pas plus exigeant qu'eux et il s'y ralliera. (HUYTENS, t. III, p. 471.)

M. Rogier proclama qu'il veut la liberté générale; que l'article en question blesse la liberté religieuse, mais, par esprit de conciliation, il votera pour l'adoption.

Mais M. Jottrand déclara qu'il ne peut même donner son assentiment à l'amendement de M. Forgeur. Plusieurs peuvent craindre d'admettre dans son entier un principe juste, parce qu'il peut avoir momentanément quelques conséquences nuisibles. Leur raisonnement aurait pu s'appliquer à bien d'autres articles de la Constitution. Ils n'ont pas cru devoir alors faire valoir les motifs qu'ils élèvent aujourd'hui. Pour sa part, il ne veut pas encourir le reproche d'inconséquence. La séparation *absolue* des affaires civiles et des affaires religieuses lui paraît utile et juste.

C'est dans ces conditions que fut voté le deuxième paragraphe de l'article 12, devenu l'article 16 de notre Constitution.

L'ensemble de l'article fut ensuite adopté et il fut, plus tard, voté définitivement avec quelques légères modifications de forme.

Il a paru nécessaire de faire cet examen rétrospectif pour attribuer au

paragraphe 2 de l'article 16 de la Constitution son véritable caractère et déterminer son exacte portée : il ne fut voté par les partisans de la pleine liberté religieuse, catholiques ou non, qui avaient repoussé l'amendement de M. Defacqz, qu'à raison de son caractère transactionnel, résultant notamment de la possibilité d'exceptions à établir, par la loi, à la règle de l'antériorité du mariage civil.

Or, la proposition de loi soumise à la Chambre par l'honorable M. Woeste a précisément pour but de spécifier un de ces cas exceptionnels : celui d'une personne en danger de mort en telle circonstance que tout retard apporté à la bénédiction nuptiale pourrait avoir pour effet de rendre le mariage religieux impossible. Dans ce cas, l'article 367 du Code pénal, comminant une amende de 50 à 500 francs, ne serait pas applicable au ministre du culte qui a procédé à la bénédiction nuptiale avant la célébration du mariage civil.

Cette proposition est donc bien dans l'esprit de la Constitution, puisqu'elle vise l'hypothèse même — celle du mariage *in extremis* — souvent citée au cours des discussions du Congrès pour prouver la nécessité de laisser à la loi la possibilité d'établir des exceptions à la règle de l'antériorité de la formalité civile.

Et il se conçoit que le législateur constituant ait entendu ne pas entraver, en cette matière, l'action du législateur à venir, car il s'y agit du principe même de la liberté de conscience et de la liberté des cultes.

Un homme a vécu dans le désordre, il va mourir. Écoutant enfin la voix de sa conscience, il voudrait faire cesser le scandale de sa situation irrégulière et recouvrer la paix de son âme en même temps qu'assurer, à une femme et à des enfants, la situation que fait la loi à l'épouse et aux enfants légitimes. Mais ses moments sont comptés et le temps va lui manquer pour l'accomplissement des formalités que le Code exige. Peut-on, pour cela, enlever à cet homme, pris des angoisses de l'au-delà et qui attache au mariage un caractère religieux, le moyen de remplir ce qu'il considère comme un devoir impérieux et lui refuser le soulagement moral qu'il attend de l'accomplissement de cet acte de son culte?

Cette violation de la liberté de conscience les constituants de 1830 n'ont pas voulu l'imposer; de même qu'ils ont refusé de porter atteinte à la liberté des cultes en décidant que, toujours et quand même, le ministre du culte, prêtre, pasteur ou rabbin, serait puni pour avoir accompli, sans formalité civile préalable, un acte de son ministère pour lequel il était sollicité. C'est pourquoi ils ont laissé au législateur ordinaire le soin de voir ce que les circonstances commanderaient et de juger ce que, plus tard, il pourrait être opportun de décider.

Plusieurs faits, dont l'un assez récent, ont amené l'honorable M. Woeste à penser qu'il était temps de légiférer sur ce point, puisqu'il faut, quand on le peut aisément, éviter de placer le citoyen entre les exigences de la loi et les commandements de sa conscience.

Dans sa proposition, pour que le ministre du culte puisse, sans encourir de peine, procéder à la bénédiction nuptiale avant la célébration du mariage civil, il faut : a) qu'il soit requis par une personne en danger de mort; b) que tout retard puisse avoir pour effet de rendre impossible le mariage religieux.

Sous cette double condition, la proposition de loi fut admise à l'unanimité dans trois sections et à la quasi-unanimité dans les trois autres.

C'est vainement que, dans certaines sections, on chercha le moyen d'assurer autrement les libertés si précieuses qu'il s'agit de sauvegarder, notamment en permettant de simplifier et de rendre plus rapides les formalités du mariage civil.

Il semble, en effet, que tout ce qui peut être fait pour atteindre ce résultat a été réalisé par des lois spéciales, relativement récentes, dues également à l'heureuse initiative de l'honorable M. Woeste.

C'est ainsi que la loi du 26 décembre 1891 a produit, assurément, une notable amélioration de la législation antérieure, en autorisant le procureur du Roi à dispenser, pour des causes graves, de la publication à la porte de la maison communale et à supprimer le délai de dix jours exigé par l'article 2 de cette même loi; mais encore est-il vrai que, dans nombre de cas, ces mesures seront insuffisantes pour donner au malade à toute extrémité la satisfaction qu'il réclame.

Que de temps va s'écouler pour prévenir l'officier de l'état civil; pour permettre à celui-ci de constater les faits et de s'entourer des renseignements nécessaires sur les conditions légales du mariage projeté; pour permettre au procureur du roi d'apprécier en connaissance de cause et de faire parvenir son autorisation!

En supposant donc — supposition fort hasardée, ainsi que le prouve le fait d'Overboulacre — que tous s'emploient avec toute la diligence possible, forcément des jours s'écouleront, alors peut-être que l'on prévoit que la mort ne laissera plus au malade que des heures de grâce.

Ces considérations ont déterminé votre Section centrale à vous proposer l'adoption de la proposition de loi qui vous est soumise : elle y trouve de sérieux avantages, — mais il faut que les conditions qu'elle prévoit soient strictement observées.

En effet, à raison de la législation matrimoniale du Code civil qui n'attache les effets légaux du mariage qu'à l'accomplissement des formalités qu'il prescrit devant l'officier de l'état-civil, il est du plus haut intérêt qu'il n'existe pas, en dehors du mariage légal, des unions dont certains pourraient se contenter parce que, religieusement célébrées, elles apporteraient quelque apaisement à leur conscience. En effet, de telles unions, presque toujours tenues secrètes, conserveraient pour le public le caractère d'un scandaleux concubinage et elles donneraient naissance à des ménages où les personnes unies n'auraient, aux yeux de la loi, aucun des droits et des obligations des époux légitimes et où les enfants seraient dans la déplorable situation d'enfants naturels même non reconnus.

Ces ménages, en marge de la loi, présenteraient tous les inconvénients des mariages morganatiques de l'ancien régime, tout en laissant encore, à ceux qui s'y seraient engagés, pleine liberté de contracter, avec une autre personne, un mariage civil que la loi devrait bien reconnaître irréprochable!

La possibilité de tels abus n'avait pas échappé aux évêques belges lorsque leur fut notifié l'arrêté du Gouvernement provisoire, du 16 octobre 1830, supprimant, au nom de la liberté des cultes, l'obligation de l'antériorité du mariage civil. Dès le 28 de ce même mois, ils firent parvenir aux curés des

instructions leur ordonnant de suivre la même marche qu'auparavant, savoir l'accomplissement régulier des formes civiles avant la célébration du mariage à l'église, avec la seule exception des cas où le soin du salut des âmes exigeait qu'on fit autrement, mais alors même, les curés devaient en référer à leur supérieur ecclésiastique. « Or, disait l'archevêque de Malines dans ses » instructions, nous avons statué, de concert avec tous les autres évêques de » Belgique, que nous n'accorderions jamais l'autorisation de procéder à la » célébration du mariage avant que les époux ne se soient présentés devant » le magistrat civil, aussi longtemps qu'il restera quelque espérance que, » dans un temps moral, on pourra arriver à lever les obstacles qui s'opposent à ce que les formalités civiles précèdent le Sacrement. »

La Section centrale a donc cru qu'il y a lieu de compléter la proposition de loi pour empêcher que, sous prétexte de mariage *in extremis*, on ne marie religieusement des personnes qui, en réalité, ne seraient pas en danger de mort prochaine. Pour cela il faut instituer une sorte de contrôle et permettre au parquet de s'assurer, en temps utile, que le ministre du culte s'est réellement trouvé dans le cas spécial que prévoit la loi.

Puisque ce n'est que par une dérogation précise à la règle qu'il est permis au ministre d'un culte de procéder à la bénédiction nuptiale avant le mariage civil, il paraît naturel qu'on lui impose l'obligation de signaler immédiatement au procureur du Roi l'usage qu'il a fait de la faculté exceptionnelle de la loi. Il a donc paru à la Section centrale que, si ce magistrat en est averti, au plus tard dans les 48 heures du mariage célébré *in extremis*, il lui sera possible de provoquer immédiatement une instruction, d'obtenir sans retard des renseignements certains sur l'impossibilité alléguée et de vérifier sûrement l'exactitude des affirmations du ministre du culte.

Cette mesure destinée à assurer, le cas échéant, la répression d'une violation de la loi, aurait en même temps un effet préventif fort efficace : on ne s'exposera pas à éluder la loi, quand on sera certain qu'en toute hypothèse une enquête aura lieu, qui fera aisément la lumière sur un fait tout récent.

Il paraît utile que pareille information soit aussi donnée à l'officier de l'état civil de la commune. Ce magistrat local, ainsi averti, pourra souvent, mieux que personne, se renseigner sur des faits qui se sont passés non loin de lui et éclairer la justice dans ses investigations.

La Section centrale propose donc d'ajouter, au texte primitif de l'honorable M. Woeste, la phrase suivante : « Néanmoins la peine prévue par le paragraphe premier sera encourue par le ministre du culte si, au plus tard dans les quarante-huit heures après la bénédiction nuptiale, il n'en a informé l'officier de l'état civil de la localité et le procureur du Roi.

L'ensemble de la proposition ainsi amendée a été adopté par la Section centrale, à l'unanimité moins une voix. Le membre dissident a motivé son vote en disant qu'il est disposé à simplifier les formalités du mariage civil, afin de donner, dans les cas extrêmes, aux consciences religieuses la plus large satisfaction possible à l'égard de la bénédiction nuptiale, mais qu'il reste inflexiblement attaché au caractère civil du mariage.

Le Rapporteur,
LÉON MABILLE.

Le Président,
E. NERINCX.

PROPOSITION DE LOI

TEXTE AMENDÉ PAR LA SECTION
CENTRALE.

ARTICLE UNIQUE.

L'article 267 du Code pénal est modifié comme il suit :

« Sera puni d'une amende de 50 à 500 francs, tout ministre d'un culte qui procédera à la bénédiction nuptiale avant la célébration du mariage civil.

» Cette disposition ne sera pas applicable lorsque la personne requérant le mariage était en danger de mort et que tout retard apporté à la bénédiction nuptiale eût pu avoir pour effet de rendre le mariage religieux impossible. *Néanmoins la peine prévue par le paragraphe 1^{er} sera encourue par le ministre du culte si, au plus tard dans les quarante-huit heures après la bénédiction nuptiale, il n'en a informé l'officier de l'état civil de la localité et le procureur du Roi.* »

WETSVOORSTEL

TEKST DOOR DE MIDDENAFDEELING
VOORGESTELD.

EENIG ARTIKEL.

Artikel 267 van het Strafwetboek wordt gewijzigd als volgt :

« Elke bedienaar van den eeredienst, die een huwelijk inzegt vóór de voltrekking van het burgerlijk huwelijk, wordt gestraft met eene boete van 50 tot 500 frank.

» Deze bepaling is niet van toepassing wanneer de persoon, die het huwelijk aanvroeg, in doodsgevaar verkeerde en elk uitstel van inzegening des huwelijks voor gevolg kon hebben het kerkelijk huwelijk onmogelijk te maken. *Echter wordt de straf, bij het 1^{ste} lid voorzien, den bedienaar van den eeredienst opgelegd, indien hij niet, uiterlijk binnen 48 uren na huwelijksinzegening, van deze kennis heeft gegeven aan den plaatselijken ambtenaar van den burgerlijken stand en aan den procureur des Konings.* »

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 AUGUSTUS 1908.

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 267 van het Strafwetboek betreffende sommige misdrijven door de bedienaren van den eeredienst begaan bij de uitoefening van hun ambt ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MABILLE.

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel, ingediend door den achtbaren heer Woeste, strekt tot aanvulling van artikel 267 van het Strafwetboek.

Deze bepaling staat in verband met artikel 16, § 2, der Belgische Grondwet, houdende dat « het burgerlijk huwelijk aan de huwelijksinzegening altijd » moet voorafgaan, *behalve de uitzonderingen door de wet in te voeren, » indien daartoe reden bestaat ».*

Artikel 267 van het Strafwetboek bekrachtigt dit beginsel : het straft met eene boete van 30 tot 500 frank « elken bedienaar van den eeredienst die, » *buiten de door de wet uitdrukkelijk uitgezonderde gevallen*, overgaat tot » de huwelijksinzegening voordat het burgerlijk huwelijk is voltrokken ».

Men ziet dus dat deze bepalingen eene aanvulling beoogen en zelfs schijnen uit te lokken. In elk geval bewijzen zij dat onze Grondwet het voorafgaan van het burgerlijk huwelijk niet beschouwt als een dogma. De tekst van artikel 16 is veeleer de vorm van minnelijke schikking waarbij men de oplossing zocht van een bezwaar ontstaan uit de wetten op het huwelijk volgens het Burgerlijk Wetboek.

(1) Wetsvoorstel, n° 134 (zittingsjaar 1907-1908).

(2) De Middenafdeeling bestond uit de heeren NERINX, voorzitter, LEVIE, DE GHELLINCK D'ELSEGHEM, MELOT, DENIS, DE THIEUX DE MEYLANDT, MABILLE.

Trouwens, in zake van huwelijksvoltrekking, gelden, naar men weet, voornamelijk twee stelsels in de verschillende landen der wereld.

Volgens het eerste stelsel, kan eene enkele voltrekking volstaan : dit is het geval in Groot-Britannië, Oostenrijk, de Vereenigde Staten van Amerika, Rusland, Portugal, Griekenland en Servië.

Bij deze volken erkent de wet als geldig gehuwd de personen die zich vereenigden naar de wijze van voltrekking welke overeenkomt met hunne opvatting van het huwelijk. De bevestiging van den wil om te huwen, afgelegd volgens het kerkgebruik der verschillende godsdiensten, heeft een officieel en wettelijk karakter, evenzeer als de bevestiging om elkander tot echtgenoot te nemen, afgelegd ten overstaan van een door de wet aangewezen ambtenaar, diegenen vereenigt, welke geen godsdienstig karakter aan het huwelijk hechten. Doorgaans, op welke wijze ook het huwelijk moge voltrokken zijn, stelt men het officieel vast door middel van eene verplichte boeking op het kantoor van den burgerlijken stand. Deze wetsbepalingen zijn eenvoudig en logisch, vermits zij, volgens de beginselen van het recht, het contract als gesloten beschouwen, zoodra er eene wilsuiting voorhanden is, om 't even voor welke burgerlijke of geestelijke overheid zij zich te kennen geeft; zij leveren tevens dit groot voordeel op, dat zij de godsdienstvrijheid volkomen eerbiedigen, hetzij in den persoon der echtgenooten, hetzij in dien van den bedienaar van den eeredienst.

Het tweede stelsel is tweeledig, in dezen zin dat er voor hen, die een godsdienstig karakter aan het huwelijk hechten, eene dubbele toestemming noodig is : die welke de wet eischt ten overstaan van den burgerlijken ambtenaar en die welke het geweten hun oplegt tegenover den bedienaar van hunnen eeredienst. Dit is het stelsel, ingevoerd door het Burgerlijk Wetboek in Frankrijk en in België; 't is ook het huwelijksstelsel in Duitschland, Italië, Nederland, Zwitserland, Hongarije en in onderscheiden Zuidamerikaansche republieken. Daar heeft dus alleen het burgerlijk huwelijk wettelijke waarde, hetzij de wet verplicht er toe over te gaan vóór de kerkelijke plechtigheid, hetzij ze toelaat in de kerk te huwen vóór de voltrekking van het burgerlijk huwelijk.

In Frankrijk besliste de organieke wet van 18 Germinal jaar X, bij haar artikel 54, dat de pastoors « slechts de huwelijksinzegening zouden verleenen aan hen die behoorlijk bewijzen een huwelijk te hebben aangegaan » ten overstaan van den burgerlijken ambtenaar. » En enkele jaren later werd deze bepaling strafrechterlijk bekrachtigd.

In België werd deze toestand gewijzigd bij besluit van den souverainen vorst der Nederlanden, in dato van den 7ⁿ Maart 1815. Bij artikel 3 van dit besluit werden ingetrokken artikel 54 der wet van 18 Germinal jaar X, alsmede de artikelen van het Strafwetboek en alle andere bepalingen waarbij wordt geëischt dat het huwelijk ten overstaan van den burgerlijken ambtenaar aan de huwelijksinzegening of kerkelijke plechtigheid van het huwelijk moet voorafgaan. « Niettemin, » zegde het artikel verder, zal alleen de akte van » huwelijk ten overstaan van den ambtenaar van den burgerlijken stand de » wettigheid der kinderen, de rechten der medeonderteekenaars als echtgenooten en de andere burgerrechtelijke gevolgen vaststellen. »

Dit besluit werd ingetrokken bij de wet van 10 Januari 1817, en de bepalingen van het Strafwetboek werden opnieuw van kracht.

Bij besluit van het Voorloopig Bewind, van 16 October 1830, werden afgeschaft « de algemeene en bijzondere wetten die de vrije uitoefening van » om 't even welken eeredienst belemmeren en diegenen, welke hem uitoefenen, onderwerpen aan formaliteiten die het geweten krenken en de » uiting van het beleden geloof hinderen ». Ten gevolge daarvan, richtte de secretaris van het Voorloopig Bewind reeds den 18ⁿ October 1830 tot de bisschoppen een schrijven waarin hun werd bericht dat, krachtens het besluit van den 16ⁿ derzelfde maand, « elke katholieke priester de huwelijksinzegening mag verleenen of weigeren aan burgers die al of niet zijn gehuwd » voor de wet ».

Doch feitelijk werd het tot dan toe opgelegde gebruik niet gewijzigd door dezen maatregel. Want zoo de bisschoppen den « door het Voorloopig » Bewind genomen maatregel toejuichten, omdat er gevallen voorkomen » waarin het, zonder de zaligheid der echtgenooten in gevaar te brengen, » onmogelijk is de huwelijksinzegening te verdagen tot na de voltrekking van » het burgerlijk huwelijk voor den magistraat, en waarin een pastoor naar » geweten verplicht is het kerkelijk huwelijk in te zegenen ofschoon het niet » werd voorafgegaan door de burgerlijke voltrekking », toch besloten zij eenparig, na rijpe overweging, den tot hiertoe gevolgden gang als gewonen regel te behouden, met andere woorden dat het burgerlijk huwelijk aan de kerkelijke inzegening zou blijven voorafgaan en dat het tegenovergestelde enkel eene uitzondering op den gewonen regel zou zijn ⁽¹⁾.

Zoo was de toestand, toen de vervaardigers der grondwet in 1830 de vrijheid van de eerediensten en van hunne openbare uitoefening uitriepen.

Natuurlijk rees toen deze vraag op : kan met de bepalingen omtrent vrijheid van eerediensten en gewetensvrijheid in overeenstemming worden gebracht het verbod voor de bedienaars der eerediensten om tot het huwelijk, dat zij beschouwen als eene godsdienstige daad, over te gaan voordat de belanghebbenden de verbintenis ten overstaan van de burgerlijke overheid aangingen?

Eene lang durende beraadslaging ontstond daarover in het Congres, naar aanleiding der behandeling van artikel 12 van het ontwerp, luidende als volgt : « Elke tusschenkomst van de wet of van den magistraat in de zaken » van eenigen eeredienst is verboden ».

De heer Defacqz stelde voor, artikel 12 te doen wegvallen, en steunde zijn gevoelen vooral hierop, dat « zoo artikel 12 werd aangenomen, de priester » de huwelijksinzegening kon geven aan al wie het vragen zou, voordat » hunne vereeniging was bekrachtigd door de burgerlijke wet ». (HUYTTENS, I blz. 587.)

En gedurende verscheidene vergaderingen liep over dit punt de beraadslaging, tusschen hen die volle ruimte wilden geven aan het beginsel van onafhankelijkheid der beide machten — met name de heeren de Robaulx, Jottrand, Van Meenen, Raikem, J.-B. Nothomb, Lebeau, Rogier, priester de Haerne — en dezen die, met de heeren Defacqz, Forgeur, Henri en Charles de Brouckere, Van Snick, Claus, de Stassart, bij het voltrekken van huwelijken,

(1) Redevoering van priester Boucqueau, op het Congres. (Z. Huytens, blz. 618).

misbruik van die vrijheid vreesden, vooral met het oog op den toestand der kinderen van hen die, kerkelijk getrouwd, zouden afzien van de formaliteit van het burgerlijk huwelijk. Zij waren van oordeel, dat zoodra de burgerlijke wet aanneemt dat geen ander huwelijk dan dat, gesloten voor den ambtenaar van den burgerlijken stand, burgerrechtelijke gevolgen kan verwekken, er erge bezwaren zouden te duchten zijn indien de echtgenooten, eerst in de kerk getrouwd, zich niet nadien zouden wenden tot den ambtenaar van den burgerlijken stand.

Het voorstel Defacqz, strekkende tot *volkomen* weglating van artikel 12 des ontwerps, werd verworpen met 111 stemmen tegen 59. Zoodoende weigerde het Congres *de plano* het beginsel van onaf hankelijkheid der twee machten te verwerpen. Doch, wanneer het beginsel moest worden omschreven bij artikel 12, kwamen talrijke amendementen te voorschijn, waarvan sommige in 't bijzonder uitzonderingen in zake van huwelijk beoogden.

Artikel 12 en de daarop voorgestelde amendementen werden tot onderzoek verwezen naar de Middenafdeeling. Het verslag, overgelegd ter vergadering van 26 December 1850, stelde voor den tekst van het ontwerp : « Elke tusschenkomst van de wet of van den magistraat in de zaken van » eenigen eeredienst is verboden » te vervangen door « een nieuwen en meer » duidelijken tekst, die volstrekt niets vooraf beslist betreffende het huwelijk » en de andere moeilijkheden die ter vergadering oprezen tijdens de open- » bare behandeling ». (HUYTENS, III, 64. Pièces justificatives, n^o 50.)

Dit nieuw artikel ter vervanging van artikel 12 luidde aldus : « De Staat » mag niet tusschenbeide komen in de benoeming en aanstelling der » bedienaars van eenigen eeredienst, noch dezen verbieden in verbinding te » staan met hunne overheden en hunne akten openbaar te maken, behou- » dens, in dit laatste geval, de gewone aansprakelijkheid in zake van » drukpers en bekendmaking ».

Den 5ⁿ Februari, bij den aanvang der beraadslaging, stelde de heer Forgeur voor, eene aldus luidende bepaling toe te voegen aan den door de Middenafdeeling voorgestelden tekst : « Het burgerlijk huwelijk moet altijd aan de » huwelijksinzegening voorafgaan, behalve de uitzonderingen door de wet in » te voeren, indien daartoe reden bestaat ».

Bij deze minnelijke schikking sloten zich aan al diegenen welke het amendement Defacqz deden verwerpen. De heer Lebeau steunde het « omdat het » hem toescheen alles te vereenigen wat er goeds en verstandig was in beide » meeningen ».

De heer de Robaulx bracht in herinnering dat hij zich tijdens de beraadslaging verklaarde voor eene volkomen scheiding der burgerlijke en der kerkelijke zaken; dat hij steeds dacht en nog denkt dat men de bezwaren overdrijft, die men beweert te zien in de mogelijkheid om het kerkelijk huwelijk te sluiten vóór het burgerlijk. Daar evenwel de leden der vergadering, de katholieken, die er het meest belang bij hebben de beginselen van godsdienstvrijheid ongeschonden te behouden, zich niet schijnen te verzetten tegen het amendement dat, volgens hem, daarvan afwijkt, zal hij niet meer eischen dan zij en er zich mede vereenigen. (HUYTENS, III, blz. 471.)

De heer Rogier zegt dat hij algemeene vrijheid wil, dat het behandelde artikel inbreuk maakt op de godsdienstvrijheid, doch uit verzoeningsgeest zal hij er voor stemmen.

Doch de heer Joffrand verklaart dat hij zelfs met het amendement van den heer Forgeur niet kan instemmen. Velen kunnen duchten een rechtvaardig beginsel in zijn geheel aan te nemen, omdat het voor 't oogenblik eenige schadelijke gevolgen kan hebben. Ook op menig ander artikel der Grondwet kon hunne redeneering toegepast worden. Toen dachten zij niet dezelfde redenen te moeten aanhalen als thans. Wat hem betreft, hij wil niet het verwijt oploopen, het met zich zelf niet eens te blijven. *Volstrekte* scheiding van burgerlijke en kerkelijke zaken schijnt hem nuttig en rechtvaardig.

Onder zulke omstandigheden werd het tweede lid van artikel 12, dat is geworden artikel 16 onzer Grondwet, goedgekeurd.

Vervolgens werd het heele artikel aangenomen en later voorgoed gestemd met enkele lichte wijzigingen in den vorm.

Het bleek noodig, op deze voorgaanden een terugblik te slaan om den waren aard en de juiste beteekenis van het tweede lid van artikel 16 der Grondwet te bepalen: het werd enkel goedgekeurd door de voorstanders der volledige godsdienstvrijheid, al of niet katholieken, die het amendement van den heer Defacqz verworpen hadden, omdat het een vergelijk was, dat immers de mogelijkheid openliet voor door de wet te bepalen uitzonderingen op den regel volgens welken het burgerlijk huwelijk moest voorafgaan.

Het voorstel van den achtbaren heer Woeste heeft juist ten doel, een dezer uitzonderlijke gevallen te bepalen: het geval van een persoon in sterfensnood, waarbij elk uitstel van inzegening van het huwelijk voor gevolg zou kunnen hebben, het kerkelijk huwelijk onmogelijk te maken. In dit geval zou artikel 367 van het Strafwetboek, straffende met eene boete van 50 tot 500 frank, niet van toepassing zijn op den bedienaar van een eeredienst die het huwelijk zou ingezegend hebben vóór de voltrekking van het burgerlijk huwelijk.

Dit voorstel is dus wel naar den geest der Grondwet, want de onderstelling van het huwelijk *in extremis* wordt dikwerf aangehaald in de beraadslagingen van het Congres om te bewijzen hoe noodig het is, de wet toe te laten uitzonderingen te bepalen op den regel dat de burgerlijke formaliteit den voorrang moet hebben.

En het is licht te begrijpen dat de Grondwetgever van gevoelen was, op dit stuk de werking van den lateren wetgever niet aan banden te leggen, want het geldt hier het beginsel zelf van de gewetensvrijheid en van de vrijheid der eerediensten.

Een man, die een losbandig leven leidde, verkeert in sterfensnood. Gehoor gevend aan de stem van zijn geweten, zou hij een eind willen maken aan de schande van zijn onregelmatigen toestand, den vrede zijner ziel hervinden en tevens aan vrouw en kinderen den toestand verzekeren, die de wet toekent aan echtgenooten en wettige kinderen. Maar zijne stonden zijn geteld, en de tijd gaat hem te kort schieten om de voorschriften der wet na te komen. Mag men daarom dien man, in doodsangst om de dingen van

hiernamaals, wíjl hij het huwelijk als eene zaak van godsdienst beschouwt, het middel ontzeggen zijnen plicht, dien hij voor heilig houdt, te kwijten en hem de zedelijke verkwikking weigeren die hij van de vervulling van zijn godsdienstplicht verwacht?

Deze krenking der gewetensvrijheid hebben de Grondwetgevers van 1830 voorzeker niet willen opleggen, evenals zij weigerden de vrijheid der eerediensten te krenken, waar zij beslisten dat, altijd en ondanks alles, de bedienaar van den eeredienst, priester, predikant of rabbijn, gestraft zou worden, om zonder voorafgaande burgerlijke formaliteit zijn ambt te hebben uitgevoerd waar hij daartoe werd aangezocht. Daarom lieten zij het den gewonen wetgever over, na te gaan wat de omstandigheden zouden kunnen vereischen, en te oordeelen wat later passend zou kunnen zijn.

Verscheidene gevallen, waaronder één niet lang geleden, brachten den achtbaren heer Woeste op het denkbeeld dat de tijd gekomen was om over dit punt eene wet te maken; men mag immers, wanneer men het licht vermijden kan, een burger niet stellen tusschen de vereischten der wet en de voorschriften van zijn geweten.

Om den bedienaar van een eeredienst toe te laten, straffeloos een huwelijk in te zegenen vóór de voltrekking van het burgerlijke huwelijk, wordt naar het voorstel van den heer Woeste vereischt: *a*) dat hij daartoe aangezocht wordt door een persoon in stervensnood; *b*) dat het minste uitstel voor gevolg zou hebben het kerkelijk huwelijk onmogelijk te maken.

Onder deze beide voorwaarden werd het voorstel eenstemmig aangenomen in drie afdeelingen, en schier eenstemmig in de andere drie.

Te vergeefs zocht men in zekere afdeelingen naar het middel om op andere wijze de zoo kostbare vrijheden te verzekeren die gewaarborgd moeten worden, namelijk door toe te laten de formaliteiten van het burgerlijk huwelijk te vereenvoudigen en hun meer spoed bij te zetten.

Het blijkt echter dat men te dien einde al het mogelijke gedaan heeft door bijzondere wetten van betrekkelijk jongen datum, die ook aan gelukkige denkbeelden van den heer Woeste te danken zijn.

Zoo bracht de wet van 26 December 1891 voorzeker merkelijke verbetering aan de vroegere wetgeving; bij deze wet immers kan de Procureur des Konings, om redenen van hooger belang, ontslaan van de bekendmaking aan de deur van het gemeentehuis en den termijn van tien dagen, door artikel 2 derzelfde wet vereischt, laten wegvallen; toch blijft het waar, dat in talrijke gevallen deze maatregelen ontoereikend zullen zijn om aan den zieke, die op zijn uiterste ligt, de gewenschte voldoening te schenken.

Hoeveel tijd verloopt er niet alvorens de ambtenaar van den burgerlijken stand is verwittigd, alvorens deze de omstandigheden heeft nagegaan en de noodige inlichtingen heeft genomen over de wettige voorwaarden van het ontworpen huwelijk; en verder voor de Procureur des Konings kennis van de zaak heeft genomen en zijne machtiging heeft verleend!

Ondersteld dus — wat zeer gewaagd is, zooals blijkt uit het gebeurde te Overboelare — dat allen met evenveel spoed te werk gaan, dan nog zullen noodzakelijk verscheidene dagen verlopen, en wel als men wellicht voorziet dat de dood den zieke nog slechts eenige uren leven overlaat.

Deze beschouwingen deden uwe Middenafdeeling besluiten tot goedkeuring van het u voorgelegde wetsvoorstel : zij vindt daarin ernstige voordeelen, doch het is noodig dat de door haar voorziene voorwaarden stipt nageleefd worden.

Trouwens, krachtens de bepalingen van het burgerlijk wetboek betreffende het huwelijk, die de geldigheid van het huwelijk afhankelijk maken van het vervullen der formaliteiten voor den ambtenaar van den burgerlijken stand, is het van het hoogste belang dat er, buiten het wettig huwelijk, geen verbintenissen bestaan, waarmede zekere personen vrede zouden kunnen hebben, omdat zij kerkelijk aangegaan worden en hun geweten eenigszins gerust zouden stellen. Zulke verbintenissen, inderdaad, meestal geheim gehouden, zouden voor het publiek een schandelijk boecleeren blijven en gezinnen vormen waarvan de samenwonenden, tegenover de wet, noch de rechten noch de plichten van wettige echtgenooten zouden hebben en waarvan de kinderen in den erbarmelijken toestand van bastaards zouden verkeeren, die wellicht nog niet eens erkend zijn.

Deze gezinnen buiten de wet zouden al de bezwaren opleveren van de morganatische huwelijken der vroegere eeuwen, terwijl zij nog volle vrijheid zouden laten aan hen, die aldus leven, om met een ander persoon een burgerlijk huwelijk aan te gaan dat de wet wel verplicht zou zijn voor onberispelijk te houden!

De mogelijkheid van dergelijke misbruiken ontging de Belgische bisschoppen niet, wanneer zij aanzegging gekregen hadden van het besluit van het Voorloopig Bewind, van 16 October 1830, waarbij, namens de vrijheid der eerediensten, de verplichting van het voorafgaan van het burgerlijk huwelijk werd afgeschaft. Reeds den 28ⁿ derzelfde maand stuurden zij aan de pastoors onderrichtingen waarbij bevolen werd, het stelsel van vroeger te volgen, te weten de regelmatige voltrekking van het burgerlijk huwelijk, vóór de inzegening des huwelijks in de kerk, met de enkele uitzondering voor de gevallen waarin de zorg voor het zielenheil een andere handelwijze vereischte, doch dan zelfs moesten de pastoors den raad hunner geestelijke overheid inwinnen. « Wij hebben besloten, zegde de aartsbisschop van » Mechelen in zijne onderrichtingen, te zamen met al de andere bisschoppen » van België, nooit toelating te geven tot de inzegening van het huwelijk » alvorens de echtelingen voor den burgerlijken ambtenaar verschenen zijn, » zoolang men hopen kan, dat op bekwamen tijd de hinderpalen kunnen » weggeruimd worden, die beletten zouden dat de burgerlijke voltrekking » aan het sakrament voorafgaat. »

De Middenafdeeling was dus van meening dat er reden bestond tot aanvulling van het wetsvoorstel om te beletten namelijk dat, onder voorwendsel van huwelijk *in extremis*, personen kerkelijk zouden getrouwd worden, die zich werkelijk niet in stervensnood bevinden. Daartoe is het noodig een soort toezicht in te stellen, en het parket toe te laten zich bijtijds te vergewissen of de bedienaar van den eeredienst wel in het bijzonder geval was, bij de wet voorzien.

Aangezien het enkel bij eene bepaalde afwijking van den regel aan den bedienaar van den eeredienst toegelaten wordt, een huwelijk in te zegenen

vóór de burgerlijke voltrekking ervan, blijkt het natuurlijk dat hem de verplichting opgelegd wordt, onmiddellijk aan den Procureur des Konings het gebruik te doen kennen van de vrijheid die de wet hem bij uitzondering verleent.

De Middenafdeeling meent dus dat, zoo deze magistraat uiterlijk binnen 48 uren kennis ontvangt van het *in extremis* voltrokken huwelijk, hij gemakkelijk een onmiddellijk onderzoek kan instellen, zonder verwijf stellige inlichtingen inwinnen over de aangevoerde onmogelijkheid en nauwkeurig de bevestigingen van den bedienaar van den eeredienst onderzoeken.

Deze maatregel, die, voor 't geval, de beteugeling moet verzekeren van eene wetschennis, zou tevens een degelijk voorkomend uitwerksel hebben : men zal zich niet blootstellen aan eene ontduiking der wet, wanneer men de zekerheid heeft dat in elk geval een onderzoek zal ingesteld worden, dat zeer gemakkelijk licht brengen zal over een versch gepleegd feit.

Het schijnt ook oorbaar dat dezelfde kennisgeving gedaan worde aan den ambtenaar van den burgerlijken stand der gemeente. Deze magistraat, aldus verwittigd, zal wellicht beter dan wie ook in staat zijn, inlichtingen in te winnen over de feiten die in zijne nabijheid voorvielen, en het gerecht in zijne opsporingen bij te staan.

De Middenafdeeling stelt dus voor, bij den oorspronkelijken tekst van den heer Woeste de volgende zinsnede te voegen : « Echter wordt de straf, bij het 1^{ste} lid voorzien, den bedienaar van den eeredienst opgelegd, indien hij, uiterlijk binnen 48 uren na de huwelijksinzegening, van deze niet kennis heeft gegeven aan den plaatselijken ambtenaar van den burgerlijken stand en aan den Procureur des Konings. »

Het aldus gewijzigde voorstel werd in zijn geheel door de Middenafdeeling aangenomen, met alle stemmen op ééne na. Het lid dat tegen stemde gaf als reden op dat hij geneigd was de formaliteiten van het burgerlijk huwelijk te vereenvoudigen, ten einde in de uiterste gevallen aan de geloo-vigen alle mogelijke voldoening te geven wat betreft de inzegening des huwelijks, doch dat hij onwrikbaar gehecht bleef aan het burgerlijk karakter van het huwelijk.

De Verslaggever,
LÉON MABILLE.

De Voorzitter,
E. NERINCX.

PROPOSITION DE LOI

TEXTE AMENDÉ PAR LA SECTION
CENTRALE.

ARTICLE UNIQUE.

L'article 267 du Code pénal est modifié comme il suit :

« Sera puni d'une amende de 50 à 500 francs, tout ministre d'un culte qui procédera à la bénédiction nuptiale avant la célébration du mariage civil.

» Cette disposition ne sera pas applicable lorsque la personne requérant le mariage était en danger de mort et que tout retard apporté à la bénédiction nuptiale eût pu avoir pour effet de rendre le mariage religieux impossible. *Néanmoins la peine prévue par le paragraphe 1^{er} sera encourue par le ministre du culte si, au plus tard dans les quarante-huit heures après la bénédiction nuptiale, il n'en a informé l'officier de l'état civil de la localité et le procureur du Roi.* »

WETSVOORSTEL

TEKST DOOR DE MIDDENAFDEELING
VOORGESTELD.

EENIG ARTIKEL.

Artikel 267 van het Strafwetboek wordt gewijzigd als volgt :

« Elke bedienaar van den eeredienst, die een huwelijk inzegt vóór de voltrekking van het burgerlijk huwelijk, wordt gestraft met eene boete van 50 tot 500 frank.

» Deze bepaling is niet van toepassing wanneer de persoon, die het huwelijk aanvroeg, in doodsgevaar verkeerde en elk uitstel van inzegening des huwelijks voor gevolg kon hebben het kerkelijk huwelijk onmogelijk te maken. *Echter wordt de straf, bij het 1^{ste} lid voorzien, den bedienaar van den eeredienst opgelegd, indien hij niet, uiterlijk binnen 48 uren na huwelijksinzegening, van deze kennis heeft gegeven aan den plaatselijken ambtenaar van den burgerlijken stand en aan den procureur des Konings.* »